



MINISTÈRE DES ARMÉES

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Consultation n° 21M0013

Acheteur Public (ÉTAT)

Ministère des Armées
CASE n° 51 – AP 205
1, place Joffre
75 700 PARIS SP 07

Numéro intracommunautaire : FR 09 153 000 039
Service exécutant : D1305HA075
SIRET : 110 002 011 00044

Objet de la consultation

Réalisation d'aménagements extérieurs dans le département 75

Marché de défense ou de sécurité passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2323-1 du code de la commande publique.

Marché soumis aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300/SGDSN/PSE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale

**Date et heure limites de remise des offres :
Le 14 mars 2022 à 13h30.**

SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| SECTION I : DEFINITION DE L'ACHETEUR | 4 |
| 1 – Acheteur public | 4 |
| SECTION II : DEFINITION DU BESOIN | 4 |
| 2 – Objet de la consultation | 4 |
| 3 – Description de l'opération | 4 |
| 4 – Présentation du marché | 4 |
| 4.1 – Date de notification prévisionnelle | 4 |
| 4.2 – Montant du marché | 4 |
| 5 – Type de marché | 4 |
| 6 Allotissement | 4 |
| 7 – Nomenclature communautaire | 4 |
| SECTION III - PROCEDURE DE PASSATION | 4 |
| 8 – Mode de consultation | 4 |
| 9 – Étapes de la consultation | 5 |
| SECTION IV : CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 5 |
| 10 – Variantes | 5 |
| 10.1 – Solution alternative | 5 |
| 10.2 – Prestations supplémentaires éventuelles | 5 |
| 11 – Visite des lieux | 5 |
| 12 – Groupement | 5 |
| 12.1 – Appréciation des capacités d'un groupement | 5 |
| 12.2 – Présentation d'une offre groupée | 5 |
| 13 – Sous-traitant | 6 |
| 13.1 – Appréciation des capacités d'un sous-traitant | 6 |
| 13.2 – Présentation d'une offre avec un sous-traitant | 6 |
| 14 – Exclusions | 6 |
| 15 – Langue utilisée | 6 |
| 16 – Critères d'attribution | 6 |
| SECTION V : CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE | 7 |
| 17 – Forme du marché | 7 |
| 18 CCAG applicable | 7 |
| 19 – Durée du marché | 7 |
| 20 – Cautions et garanties exigées | 7 |
| 21 – Prix | 7 |
| 21.1 Forme des prix | 7 |
| 21.2 Modalités essentielles de financement | 7 |
| 21.3 Modalités essentielles de paiement | 7 |
| 22 – Lieu d'exécution | 7 |
| 23 – Clause de réexamen | 7 |
| 24 – Prestations similaires | 8 |
| SECTION VI : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE | 8 |
| 25 – Généralités | 8 |

| | |
|---|-----------|
| 26 – Candidature..... | 8 |
| 27 – Consultation..... | 8 |
| 28 – Exécution du marché | 9 |
| SECTION VII : DOSSIER DE CONSULTATION | 9 |
| 29 – Dossier de consultation des entreprises (DCE) | 9 |
| 29.1 – Acceptation du dossier de consultation..... | 9 |
| 29.2 – Accès au DCE – IMPORTANT..... | 10 |
| 30 RETRAIT DU DCE et des pièces à « diffusion restreinte » | 10 |
| 31 - Modifications et compléments apportés au dossier de consultation..... | 10 |
| SECTION VIII : CONTENU DU DOSSIER D’OFFRE | 11 |
| 32 – Pièces à produire pour la candidature | 11 |
| 32.1 – Formulaires DC..... | 11 |
| 32.2 – Formulaire DUME | 12 |
| 32.3 – Enquête administrative de sécurité | 12 |
| 33 – Personne(s) à contacter | 12 |
| SECTION X - CONTENU DU DOSSIER D’OFFRE..... | 12 |
| 34 – Contenu du dossier de consultation des entreprises | 12 |
| 35 – Date limite de remise des offres | 13 |
| 36 – Pièces à produire pour l’offre | 13 |
| 37 – Modalités de remise des offres..... | 13 |
| 38 – Délai de validité des offres..... | 13 |
| SECTION XI - EXAMEN DES OFFRES | 13 |
| 39 – Critères de jugement des offres | 13 |
| 40 – Régularisation des offres..... | 13 |
| SECTION XIII - ATTRIBUTION | 14 |
| 41 - Classement des offres | 14 |
| 42 – Documents justificatifs et autres moyens de preuve..... | 14 |
| 42.1 – Interdiction de soumissionner | 14 |
| 42.2 – Attestations de régularité fiscale et sociale | 15 |
| 43 – Délai..... | 15 |
| 44 - Délais et voies de recours | 15 |
| 45 – Renseignements relatifs à l’introduction des recours et instance chargée des procédures de recours..... | 16 |
| Article 1 – Transmission de l’offre par voie électronique..... | 17 |
| Article 2 – Dématérialisation des procédures | 17 |
| Article 3 – Certificat numérique..... | 17 |
| Article 4 – Signature électronique..... | 18 |
| Article 5 – Virus | 18 |
| Article 6 – Copie de sauvegarde | 19 |

SECTION I : DEFINITION DE L'ACHETEUR

1 – Acheteur public

Le présent marché est passé au nom et pour le compte de l'État, ministère des armées¹.

L'acheteur public est représenté par Monsieur le directeur général ou son représentant, ministère des armées – Case n° 51 – AP 205 – 1, place Joffre – 75700 PARIS SP 07.

SECTION II : DEFINITION DU BESOIN

Le présent règlement de consultation (RC) a pour objet de décrire le déroulement de la procédure de passation du marché issu de la présente consultation

2 – Objet de la consultation

La consultation a pour objet la réalisation de travaux d'aménagements extérieurs dans le département 75.

3 – Description de l'opération

La description complète des prestations et de leurs spécifications techniques sont indiquées dans l'ensemble des pièces du DCE.

4 – Présentation du marché

4.1 – Date de notification prévisionnelle

A titre indicatif, la date estimative de notification du marché est fixée au cours du second semestre 2022.

4.2 – Montant du marché

Le montant du marché est estimé aux environs de 2 M€ toutes taxes comprises.

5 – Type de marché

Marché public de travaux

6 Allotissement

La consultation ne fait l'objet d'aucun allotissement.

7 – Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

45112700-2 : Travaux d'aménagement paysager

45233141-9 : Travaux d'entretien routier

SECTION III - PROCEDURE DE PASSATION

8 – Mode de consultation

La consultation est un marché de défense ou sécurité², passé dans le cadre d'une procédure adaptée³.

¹ Pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique

² Défini à l'article L.1113-1-4° du code de la commande publique

³ En application de l'article L.2323-1 du code de la commande publique

9 – Étapes de la consultation

La consultation se déroulera selon les étapes suivantes :

- retrait du DCE et des pièces « diffusion restreinte »
- remise des offres,
- analyse des offres et négociation la cas échéant,
- classement des offres par l'administration,
- enquêtes complémentaires éventuelles,
- attribution du marché.
- notification du marché

SECTION IV : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

10 – Variantes

10.1 – Solution alternative

L'opérateur économique ne pourra pas proposer des variantes.

10.2 – Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne prévoit aucune prestation supplémentaire éventuelle.

11 – Visite des lieux

Une visite des lieux est prévue au titre de la consultation sur le site de l'administration concerné par les travaux.

Elle se déroulera – au choix - aux dates suivantes :

- 18 février 2022 à 14h00
- 21 février 2022 à 14h00
- 23 février 2022 à 14h00

Modalités d'accès :

Les candidats souhaitant effectuer une visite du site aux dates indiquées ci-avant, devront communiquer 72H avant cette date, les « bio data » des visiteurs, à savoir :

- Nom, prénom, date et lieu de naissance, nom de l'entreprise et copie lisible d'une pièce d'identité.

12 – Groupement

12.1 – Appréciation des capacités d'un groupement

En cas de candidature groupée ; l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale⁴. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Néanmoins, chaque membre du groupement d'entreprise doit fournir les renseignements ou les documents demandés au titre des conditions de participation par l'acheteur public⁵.

12.2 – Présentation d'une offre groupée

La forme du groupement est libre au stade de la présentation des candidatures⁶.

L'acheteur public interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de :

- Candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

⁴ Conformément à l'article R.2342-12 du code de la commande publique

⁵ Conformément à l'article R.2343-11 du code de la commande publique

⁶ En application des articles R.2342-12 du code de la commande publique

- Membres de plusieurs groupements.

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

En cas de groupement d'entreprises, la forme souhaitée par l'acheteur public est un groupement conjoint avec désignation d'un mandataire solidaire.

Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur public et coordonnera les prestations. Le mandataire du groupement est désigné dans l'acte d'engagement.

Si le groupement attributaire du contrat est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur public tel qu'il est indiqué ci-dessus.

13 – Sous-traitant

13.1 – Appréciation des capacités d'un sous-traitant

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature ou son offre, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

13.2 – Présentation d'une offre avec un sous-traitant

Les candidats qui soumissionnent pour le futur marché sans pouvoir assurer directement toutes les prestations correspondantes devront présenter à l'acheteur public leurs sous-traitants lors de la remise de l'offre.

En cas de recours à la sous-traitance, les opérateurs économiques devront joindre la déclaration exigée à l'article R.2393-25 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant exécutant une prestation en lieu et place du titulaire d'un montant supérieur à six cents (600,00) € TTC, le candidat devra joindre :

1. Le projet d'acte spécial de sous-traitance⁷ (DC4), signé électroniquement⁸.
2. Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant comme précisé à l'article 13.1 du RC.

14 – Exclusions

Il est fait application de l'article L.2341-3 du code de la commande publique.

15 – Langue utilisée

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française⁹. Néanmoins, si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Cette traduction concerne l'ensemble des documents remis dans la candidature et l'offre.

16 – Critères d'attribution

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation de la phase d'offre.

⁷ https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc

⁸ Le DC4 doit être signé par le candidat et le sous-contractant. Les deux certificats de signature doivent apparaître « attachés » au DC4. Il faut utiliser l'outil de signature « parapheur » disponible sur la PLACE. Il convient de s'en assurer de sa disponibilité avant le dépôt du document via le numéro d'assistance du site.

⁹ Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994

SECTION V : CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

17 – Forme du marché

Le marché issu de la consultation est conclu¹⁰ sous forme d'un marché unique.

Le DCE fixe toutes les stipulations contractuelles.

18 CCAG applicable

Le CCAG-TRAVAUX en vigueur est applicable.

19 – Durée du marché

La durée du marché sera de **dix-sept (17)** mois.

Elle inclut la période de préparation du chantier indiquée à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution débute à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'opération délivré par le maître d'œuvre et notifié au titulaire.

20 – Cautions et garanties exigées

Une retenue de garantie sera appliquée sur tous les acomptes, toutes taxes comprises, délivrés au titulaire.

Les modalités d'applications sont définies au CCAP.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

21 – Prix

21.1 Forme des prix

Le marché conclu à l'issue de la consultation est à prix forfaitaire. Les prix du marché sont révisables dans les conditions prévues dans les documents contractuels du marché.

21.2 Modalités essentielles de financement

Le financement du marché est assuré par des ressources budgétaires de l'État.

21.3 Modalités essentielles de paiement

Le règlement de marché sera effectué par mandat administratif suivi d'un virement bancaire. Le paiement s'effectue dans un délai de trente (30) jours¹¹. Ce délai démarre à compter de la réception de la demande de paiement.

Les autres modalités financières et de règlement figurent dans les documents contractuels du marché

22 – Lieu d'exécution

Les travaux seront effectués sur un site de l'administration dans le département de Paris (75).

23 – Clause de réexamen

Le marché pourra faire l'objet de modifications pour les raisons indiquées à l'article L.2394-1 du code de la commande publique, sans changer la nature globale du marché.

Les articles pouvant faire l'objet d'une clause de réexamen sont listés au CCAP.

¹⁰ Défini à l'article L. 2325-1 du code de la commande publique

¹¹ En application de l'article L.2392-10 du code de la commande publique

24 – Prestations similaires

L'acheteur public se réserve le droit de confier au titulaire du marché dans un délai de deux (2) ans à compter de la date de notification, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires telles qu'elles sont décrites dans le marché¹².

SECTION VI : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

25 – Généralités

Le marché est soumis aux dispositions de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300)¹³.

Dans le cadre de ces dispositions, les candidats s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de la phase précontractuelle la confidentialité des informations détenues.

Les soumissionnaires s'engagent à ne pas faire apparaître en clair l'intitulé de l'administration contractante dans un document autre que ceux nécessaires à la consultation, et à ne pas faire mention, de nom de personne physique de l'administration autre que l'acheteur public ou son représentant lorsque ces noms doivent figurer sur un document émis par le soumissionnaire. Seul l'usage des termes « ministère des armées » est autorisé.

Pour information : l'autorité d'habilitation¹⁴ concernée pour cette consultation est différente de celles qui recourent à la DRSD (SID, DIRISI...) ou la DGSI comme services enquêteurs. Si le candidat détient une décision d'habilitation de défense en cours de validité de ces organismes, il devra adresser un nouveau dossier d'habilitation. Il pourra cependant utilement joindre au dossier d'habilitation la décision d'une autre autorité d'habilitation.

26 – Candidature

Chaque candidat, ou membres des groupements candidats, fera l'objet d'une enquête administrative simplifiée (dite aussi procédure de « contrôle société »). Ce contrôle est conclu par un avis de sécurité. Tout avis de sécurité avec réserve du service enquêteur conduira le représentant de l'acheteur public à écarter la candidature de l'entreprise concernée.

Constitution du dossier d'enquête pour les personnes morales (« contrôle société ») :

- extrait KBIS de moins de trois (3) mois ;
- copie d'une pièce d'identité en cours de validité des personnes nommées au KBIS (gérant, président, directeur général, etc.), hors commissaire aux comptes et suppléant. La personne doit être reconnaissable sur la photo ;
- RIB.

27 – Consultation

Les candidats admis à participer à la consultation détiendront des informations et supports protégés (ISP) de niveau Diffusion Restreinte (DR) au format papier dans leurs propres locaux.

Les informations DR ne doivent être communiquées qu'aux personnes qui ont besoin de les connaître. L'application de cette mention relève de la nécessité d'éviter la divulgation, dans le domaine public, d'informations dont le regroupement ou l'exploitation pourraient :

- conduire à la découverte d'une information classifiée ;
- porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, au renom des institutions, à la vie privée de leurs membres ;

¹² En application de l'article R.2322-12 du code de la commande publique

¹³ Arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

¹⁴ Article 3 de l'arrêté du 21 mars 2012 portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions d'habilitation à connaître des informations et supports couverts par le secret de la défense nationale

- porter préjudice aux intérêts économiques ou financiers de sociétés privées ou d'établissements publics.

Les visites de sites nécessitent l'accès à une zone protégée. Cet accès nécessite que l'administration effectue une enquête administrative. Chaque personne participant à la visite devra avoir, préalablement à la visite, fournir un dossier d'enquête de type « contrôle élémentaire ». Le non-respect de l'ensemble de cette consigne entraînera l'interdiction de pénétrer sur le site et donc l'absence du candidat à la réunion, ce qui entraînera de fait la non-validité de son offre potentielle au regard du caractère obligatoire de la réunion.

Constitution du dossier d'enquête pour les personnes physiques (« contrôle élémentaire ») :

- fiche de renseignement ;
- copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- DUE, DPAE ou attestation de l'employeur ;
- premier volet de l'engagement de responsabilité, signé de l'intéressé et de l'autorité hiérarchique.

28 – Exécution du marché

La présente consultation est un contrat « sensible » assortis d'une politique de sécurité¹⁷. De ce fait, les candidats sont informés que la procédure est protégée et que la détention d'ISP de niveau DR dans leurs propres locaux est nécessaire dans l'exécution des contrats issus de cette procédure.

L'exécution du contrat nécessite l'accès à une zone protégée¹⁸. Cet accès nécessite que l'administration effectue une enquête administrative simplifiée, dite procédure de « contrôle élémentaire » (constituée du « contrôle société » de la personne morale et du « contrôle élémentaire » de la ou les personnes physiques).

A l'issue de l'enquête portant sur une personne morale (« contrôle société »), l'administration procédera au contrôle des personnes physiques (« contrôle élémentaire ») qui interviendront dans le cadre de l'exécution du marché, sous la raison sociale de cette personne morale.

Les conclusions de l'avis de sécurité d'une personne morale en tant que sous-traitant conditionnent l'acceptation du dossier du sous-traitant. Aucune prestation ne peut être exécutée par une société sous-traitante si celle-ci n'a pas, elle-même, fait l'objet d'un avis de sécurité.

Concernant les personnes physiques, l'avis de sécurité conditionne la possibilité de se voir délivrer un badge permettant l'accès au site d'exécution des prestations.

Le délai d'obtention de l'avis de contrôle est de trois (3) mois maximum à réception du dossier complet. Un avis défavorable interdit l'accès de l'entreprise concernée au site de l'administration et de ce fait conduit à l'impossibilité d'exécuter les prestations du marché.

Le titulaire du marché détiendra et produira également des informations et supports protégés (ISP) de niveau Diffusion Restreinte (DR) au format informatique. Le traitement des données (ISP) portant la mention de protection DR sur un système d'information devra se faire conformément aux prescriptions édictées par l'ANSSI (voir annexe n° 1 de l'IGI 1300). Ainsi, l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'information sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI du 28/01/2015 (II901 - NOR : PRMD1503279J) définit les règles applicables aux systèmes d'information pour ce niveau. Le titulaire définit, en accord avec l'autorité contractante, les règles de sécurité attendues pour ces systèmes d'information en application de ces textes et ce, impérativement avant le traitement informatisé des données (ISP) DR.

SECTION VII : DOSSIER DE CONSULTATION

29 – Dossier de consultation des entreprises (DCE)

29.1 – Acceptation du dossier de consultation

La participation à la procédure vaut acceptation sans restriction des dispositions du RC.

Le dossier de consultation s'impose aux candidats et n'a pas à être modifié ou complété.

Les candidats doivent, sous peine d'irrégularité, présenter une offre conforme aux dispositions du dossier de consultation des entreprises.

29.2 – Accès au DCE – IMPORTANT.

1. Une partie du DCE peut être consultée et téléchargée sur la plate-forme des achats de l'État (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **21M013**.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le lieu des échanges est appelé « Plate-forme des achats de l'État ». Les candidats ont la possibilité de retirer directement le DCE (pièces disponibles en ligne), poser des questions sur le DCE, répondre par voie électronique, être tenus informés des rejets, télécharger les demandes de précision, les mises au point et y répondre.

Des manuels d'aide sont disponibles sur ce site.

Il est fortement recommandé aux candidats de s'identifier préalablement sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE – www.marches-publics.gouv.fr) avant de télécharger le DCE afin d'être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur public aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats qui ne sont pas identifiés ne pourront être alertés.

30 RETRAIT DU DCE et des pièces à « diffusion restreinte ».

La deuxième partie du DCE sera à retirer sur place ou sur demande par envoi postal.

Les candidats sont invités à transmettre leur demande de retrait aux adresses mail suivantes :

secteur.achats06@intradef.gouv.fr OU secteur.achats27@intradef.gouv.fr

OU par téléphone au : 01 58 39 80 90.

2. Récapitulatif des dispositions de retrait du DCE

| Pièces du DCE | |
|--|---|
| A télécharger sur la PLACE | A retirer sur site ou par envoi postal après demande auprès de l'administration |
| <u>Acte d'engagement et son annexe 2</u> | <u>DPGF – annexe n°1 à l'AE</u> |
| CCAP et ses annexes sauf annexe 1 | CCTP et ses annexes |
| <u>RC et ses annexes</u> | Diagnostics |
| | PGCSPS |
| | <u>RICT</u> |
| | Tableau d'ordre (annexe 1 CCAP) |
| | <u>Planning prévisionnel</u> |

31 - Modifications et compléments apportés au dossier de consultation

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter au plus tard sept (7) jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres, des modifications de détail ou des informations techniques complémentaires au DCE ; les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

SECTION VIII : CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE

32 – Pièces à produire pour la candidature

- une lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants;
- OU la déclaration du candidat individuel ou du membre de groupement;
- les documents concernant la procédure de contrôle société pour les personnes morales

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques. Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.

Si le candidat fait partie d'un groupe et que seule l'antenne régionale ou locale répond à la consultation, le candidat ne doit pas donner les capacités techniques, financières et professionnelles du groupe à l'échelle nationale, qui ne sont en rien le reflet de la situation de l'entreprise au niveau régional ou local.

32.1 – Formulaire DC

1. Le formulaire référencé DC1 « lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants »
(https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/mprimes_dc/DC1-2019.doc) complété dans son intégralité ou une lettre de candidature reprenant l'ensemble des mentions figurant au titre du DC1 à laquelle le candidat aura soin de joindre une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
2. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire. Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
3. Le formulaire référencé DC2 « déclaration du candidat individuel ou du membre de groupement »
(https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/mprimes_dc/DC2-2019.doc) permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (ou forme libre) ; les autres documents exigibles à l'appui de la candidature au regard de l'arrêté du 22 mars 2019¹⁵ sont listés ci-dessous de manière exhaustive :
 - a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des documents fixés par l'arrêté du 22 mars 2019, il peut prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur public.

¹⁵ Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

- b) Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- c) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- d) Présentation d'une liste des prestations exécutées au cours des dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Les prestations de services ou les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les candidats ont la possibilité d'apporter la preuve de leur capacité par d'autres moyens que ceux mentionnés ci-dessus, dans la mesure où ils ne disposeraient pas des supports demandés. Le candidat fournit tous les éléments démontrant qu'il est en mesure d'effectuer de telles prestations.

32.2 – Formulaire DUME

Le candidat peut déposer sa candidature en utilisant le document unique de marché européen (DUME)¹⁶. L'utilisation du DUME électronique est autorisée.

32.3 – Enquête administrative de sécurité

Documents à remettre avec le dossier d'offre du candidat individuel ou, le cas échéant, pour chacun des membres des groupements candidats et des sous-traitants déclarés lors de la candidature.

Pour les personnes morales (« contrôle société ») :

- extrait KBIS de moins de trois (3) mois ;
- copie recto verso d'une pièce d'identité en cours de validité de l'ensemble des personnes nommées au KBIS (gérant, président, directeur général, etc.), hors commissaires aux comptes et suppléant. La personne doit être reconnaissable sur la photo ;
- RIB.

33 – Personne(s) à contacter

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres, une demande à l'adresse suivante : « www.marches-publics.gouv.fr » (adresse de la Plate-forme des Achats de l'État - PLACE).

Une réponse sera alors adressée, en temps utile, à toutes les entreprises sur la PLACE.

SECTION X - CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE

34 – Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (20M0013 - RC) et ses annexes
- l'acte d'engagement et ses annexes
- le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes
- les diagnostics

¹⁶ Comme le permet les articles R.2343-4 et R.2343-16 du code de la commande publique

- les pièces techniques
- le RICT
- le PGCSPPS

35 – Date limite de remise des offres

La date limite de remise des offres est mentionnée en première page du présent règlement.

36 – Pièces à produire pour l'offre

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment complété ; l'acte étant signé par la personne habilitée à engager la société avec son nom, sa qualité ;
- Le mémoire technique. Il détaille l'offre technique du candidat, hors toute considération financière. Il devra répondre aux exigences de l'acheteur public et permettre de juger les offres selon les critères définis au RC ;

Aucun document du DCE ne peut être modifié ou faire l'objet de réserves sous peine de rendre l'offre irrégulière.

37 – Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres seront précisées à l'annexe 1 du présent règlement.

L'envoi et le dépôt des plis complets dans les délais requis est de la responsabilité du candidat.

38 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** à compter de la date limite fixée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

SECTION XI - EXAMEN DES OFFRES

39 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L.2351-1 et L.2352-1 du code de la commande publique.

Les offres doivent être conformes aux prescriptions des cahiers des charges. Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse¹⁷, il est tenu compte des critères déclinés ci-après :

| CRITERES | COEFFICIENT |
|--------------------------|-------------|
| A – Prix des prestations | 60 % |
| B – valeur technique | 40 % |

Les modalités d'analyse et le détail des sous-critères sont indiqués à l'annexe 2 du règlement de la consultation.

40 – Régularisation des offres

A l'issue de l'examen des offres effectué au regard des critères mentionnés à l'article 38 du RC, et après élimination des offres inappropriées, l'acheteur public se réserve le droit de régulariser l'ensemble des offres jugées irrégulières ou inacceptables afin de lever les irrégularités constatées¹⁸ dans les conditions suivantes :

1. La demande de régularisation sera menée par écrit (courriels, télécopies ou courriers) durant la durée de validité des offres.

¹⁷ Conformément à l'article R.2352-8 du code de la commande publique

¹⁸ Conformément à l'article R. 2352-1 du code de la commande publique

2. Les candidats disposeront à chaque demande, d'un délai identique et qui ne saurait être supérieur à sept (7) jours afin de compléter leurs offres.
3. La régularisation pourra donner lieu à un ou plusieurs tours de régularisation.

Au vu des renseignements fournis, l'acheteur public élimine les offres, qui, ne peuvent être régularisées.

SECTION XIII - ATTRIBUTION

41 - Classement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application de l'article 39 du RC sont classées dans les conditions suivantes :

À l'issue de l'analyse effectuée au regard des critères de choix mentionnés ci-avant, l'acheteur public établira un classement. Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre ayant obtenu le plus de points est l'offre qui sera classée première.

Si lors de l'établissement du classement, les deux premières sociétés obtiennent le même nombre de points, alors l'offre technique la plus intéressante sera classée en première position.

Le marché sera attribué à l'auteur de l'offre classée en première position sous réserve de la transmission des documents listés à l'article 41 du RC.

42 – Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Le candidat retenu ayant produit une déclaration sur l'honneur pour justifier n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires¹⁹ et être en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, ne saurait être désigné(s) définitivement comme titulaire(s) du marché qu'à la condition de produire les documents justificatifs et autres moyens listés aux articles 41.1 et 41.2 du RC.

L'acheteur public informe les candidats que les pièces et attestations mentionnées aux articles 41.1 et 41.2 du RC peuvent être déposées gratuitement sur la plateforme <https://www.e-attestations.com>

42.1 – Interdiction de soumissionner

I. L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique une attestation sur l'honneur.

Le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

II. L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-2 du code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

III. Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

IV. L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2343-8 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

¹⁹ Prévus aux articles L.2341-1 et L.2341-2 du code de la commande publique

42.2 – Attestations de régularité fiscale et sociale

Lors de l'attribution du marché et avant la notification du marché, le candidat retenu doit fournir les documents ci-après, datant de moins de six (6) mois, attestant qu'il est à jour :

- de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente ;
- et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

Pour respecter cette obligation, le titulaire pressenti doit fournir :

- un certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14267>) ;
- une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de leur situation sociale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenue :
 - directement en ligne via le compte fiscal (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14668>) (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA ;
 - auprès du service des impôts via le formulaire n° 3666 (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14636>) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto entrepreneur).

De plus, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31422>)

43 – Délai

Le délai de huit (8) jours accordé à l'attributaire pour fournir les documents nécessaires débute à compter de la réception de la lettre de demande de l'acheteur public.

A défaut d'avoir fourni les documents mentionnés dans la section présente du RC dans le délai fixé, le candidat est réputé avoir renoncé à l'exécution des prestations du contrat et de ce fait, abandonné son offre.

Passé ce délai, la même demande sera faite auprès du candidat dont l'offre a été classée immédiatement après pour produire les documents. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Compte tenu du bref délai accordé par l'acheteur public pour remettre ces pièces, il est conseillé aux candidats :

- qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher des administrations et autorités compétentes pour les délivrer afin de les avoir dans les délais dans l'hypothèse où ils seraient désignés "attributaire du marché" ;
- qui disposeraient déjà de ces pièces, **de les produire avec celles de la candidature**. Toutefois, il ne s'agit pas d'une obligation.

44 - Délais et voies de recours

- 1) Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision attaquée ».
- 2) Article L 551-1 et suivants du Code de justice administrative « Référé précontractuel avant la conclusion du contrat ».
- 3) Article L. 551-13 et suivants et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative « Référé contractuel » dans un délai de trente et un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ».
- 4) Décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n° 358994, « recours en contestation de validité du contrat, qui peut être exercé par tout tiers au contrat, sans

considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ».

- 5) Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours indemnitaire, dans les deux (2) mois suivants une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale ».

45 – Renseignements relatifs à l'introduction des recours et instance chargée des procédures de recours

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours ou introduire un recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, ses coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 01.44.59.44.00
- courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
- télécopieur : 01.44.59.46.46
- adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr>
- www.telerecours.fr

Article 1 – Transmission de l'offre par voie électronique

Le candidat doit remettre son offre par voie dématérialisée. Il le fera exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des plis mentionnées en page de garde du RC.

Aucun envoi par télécopie ou courriel n'est accepté.

Cependant, le candidat conserve la faculté d'envoyer par une autre voie (papier par exemple), les documents et pièces que le candidat ne peut pas matériellement transmettre en format électronique (par exemple les catalogues ou les extraits de catalogue).

Si plusieurs plis sont successivement transmis par le candidat, seul le dernier reçu par l'acheteur public sera ouvert²⁰.

Rappel :

Un document signé à la main puis scanné ou l'apposition d'une signature scannée sur un document est assimilé à une copie et sera donc considéré comme non signé. Une signature manuscrite scannée n'a donc pas d'autre valeur que celle d'une copie.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Article 2 – Dématérialisation des procédures²¹

Le candidat trouvera sur le site www.marches-publics.gouv.fr tous les renseignements nécessaires pour transmettre une candidature par voie électronique, notamment en ce qui concerne les modalités d'obtention d'un **certificat numérique** nécessaire pour la **signature électronique**. Des manuels utilisateurs sont disponibles sur ce site.

Le candidat doit posséder un certificat numérique et procéder à la signature électronique de l'ensemble des documents.

Pour toute difficulté rencontrée sur le site www.marches-publics.gouv.fr, une assistance est mise à la disposition des entreprises :

- par téléphone : 01.76.64.74.07 ;
- par courriel : place.support@atexo.com

Article 3 – Certificat numérique

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents d'un candidat se fait de manière électronique au moment de l'envoi sur le portail. www.marches-publics.gouv.fr et :

- s'il n'est pas inscrit sur ce portail, il trouve sur ce site les modalités d'inscription, en page d'accueil à la rubrique : « Inscription ». L'inscription est valide dans un délai maximum d'une (1) semaine.
- s'il est déjà inscrit sur ce portail mais ne possède pas encore un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il trouve sur ce site à la rubrique « Marchés & opportunités » en cliquant sur le lien « Certificats numériques », une documentation décrivant les modalités d'obtention d'un certificat numérique ainsi que la liste des autorités de certification reconnues par le ministère des armées auprès desquelles le certificat numérique doit être acheté par le candidat. Le délai moyen d'obtention constaté est de deux (2) semaines.

²⁰ Conformément à l'article R.2351-6 du code de la commande publique

²¹ Articles R.2332-1 à R.2332-18 du code de la commande publique

- si le candidat dispose d'un certificat de signature émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance ci-après, il n'a aucun justificatif à fournir pour signer sa candidature.

www.references.modernisation.gouv.fr

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eulegislation/trustedlists/indexen.htm

<http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

- si le candidat dispose d'un certificat de signature non référencé sur une liste de confiance, il s'assure que ce certificat est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires²² à la vérification de cette conformité par l'acheteur.
- s'il est déjà inscrit sur ce portail et dispose déjà d'un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il peut déposer sa candidature, en cliquant sur le lien « Répondre électroniquement aux consultations », puis « Choisir la consultation ».

Article 4 – Signature électronique

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique²³ dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Pour pouvoir être lus, les plis doivent parvenir à l'acheteur public sous l'un des formats suivants : **PDF, Word, Excel**.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- Lorsque le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.
- Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux (2) obligations suivantes :
 - produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
 - transmettre gracieusement les éléments nécessaires²⁴ pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document.

La signature électronique n'est pas obligatoire. Seule l'offre de l'attributaire sera signée au terme de la procédure, par l'acheteur public et l'entreprise de manière manuscrite.

Tout pli reçu après la date limite citée au RC n'est pas admis.

Dans tous les cas, le candidat doit faire figurer dans le pli l'adresse électronique d'un représentant de la société pour toutes les correspondances liées à la consultation.

Article 5 – Virus

Tout document transmis par voie électronique par un candidat sans copie de sauvegarde et contenant un virus est éliminé et réputé non reçu. Le candidat est donc invité à faire analyser son pli par un anti-virus à jour avant envoi.

²² Le candidat indique la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé en fournissant les outils techniques de vérification du certificat et/ou l'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement, ou à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire.

²³ Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

²⁴ Le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation ainsi que le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur public.

Dans le cas où un virus serait détecté, le candidat en sera averti dès la fin de la transmission de son pli par le biais de l'accusé de réception électronique et, si la date de fin de consultation le permet, il pourra transmettre un nouveau pli soit par voie électronique, soit par voie postale (ou porteur).

Article 6 – Copie de sauvegarde

Les candidats effectuant une transmission électronique de leur pli peuvent réaliser à titre de copie de sauvegarde une transmission sur support physique électronique ou sur support papier²⁵.

²⁵ Conformément aux dispositions des articles 1 à 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.